

## INTERVIEW "Il faut créer de nouveaux lieux d'échanges entre science et décideurs" (Patrick Flammarion, Inrae et David Mair, JRC)

Après les Pays baltes, la Belgique, la Grèce, le Portugal, le Joint research center, le service scientifique interne de la Commission européenne, et Inrae ont organisé fin mai 2022 un atelier en ligne consacré à "l'écosystème français de l'interface science/politique". David Mair (Joint research center) et Patrick Flammarion, DGD d'Inrae à l'expertise et l'appui aux politiques publiques, reviennent sur les enseignements qu'ils en ont tirés. "Pour que le temps de la décision et celui de la recherche puissent se confronter, [...] il faut créer de nouveaux lieux d'échanges ou des processus communs" entre science et décision publique, estime ce dernier. David Mair insiste sur le fait qu'il n'existe pas de "plan ou de modèle européen" qu'il faudrait imposer dans chaque État membre. La Commission prépare un état des lieux des pratiques qui sera discuté entre ministres européens.



Patrick Flammarion (Inrae) et David Mair (JRC, Commission européenne) Droits réservés - DR - Bertrand NICOLAS/INRAE et JRC

**AEF info : David Mair, dans quel cadre travaillez-vous sur l'interface entre science et politiques publiques ?**

**David Mair :** Je travaille au Joint research center, le service scientifique interne de la Commission européenne. Nous essayons de mettre en place des méthodes, des outils, des formations pour éclairer la prise de décision politique de la Commission ou d'ailleurs en Europe avec les connaissances scientifiques. Nous travaillons depuis deux ans sur l'écosystème de l'interface entre science et politique. Cette métaphore écologique illustre le fait que les politiques publiques s'appuient sur des connaissances scientifiques et sur les acteurs de la recherche : il faut un réseau vivant, dynamique afin que les connaissances puissent rencontrer les questions de politiques publiques qui ont besoin de la science.

**AEF info : Quel est le rôle de l'atelier en ligne que vous avez tenu en mai avec Inrae ?**

**David Mair :** Nous avons lancé une série d'ateliers pour comprendre comment fonctionnent ces interfaces et éclairer le rôle des gouvernements, des ministères, des agences de recherche, des agences réglementaires et des scientifiques et universitaires.

Nous avons commencé par des ateliers dédiés à chaque fois à un État membre particulier : nous en avons organisé plusieurs avec les Pays baltes, la Belgique, la Grèce, le Portugal et maintenant la France. En amont de chaque atelier, nous avons demandé à un expert de rédiger un document de réflexion qui nous a permis de réaliser un premier tour d'horizon de l'écosystème des acteurs impliqués dans l'interface entre science et politiques publiques. Pour explorer l'écosystème français, nous avons demandé à Laura Maxim, chercheuse au CNRS dans l'unité mixte Lisis (Laboratoire de recherche interdisciplinaire consacré à l'étude des sciences et des innovations en sociétés).

Cette réflexion européenne s'appuie aussi sur un sondage pour lequel nous avons obtenu 1 500 réponses et que nous gardons ouvert pour essayer de comprendre un peu plus quantitativement les écosystèmes en Europe.



*"L'interface entre science et politiques publiques est en effet une question qui monte dans tous les États membres. Nous avons de plus en plus besoin de connaissances scientifiques."*

David Mair.



## **AEF info : Qu'apporte à Inrae l'organisation de ce séminaire ?**

**Patrick Flammarion** : Lors de la création d'Inrae le 1<sup>er</sup> janvier 2020, il a été décidé de créer une direction générale déléguée dédiée à l'expertise et à l'appui aux politiques publiques, ce qui était totalement nouveau dans le paysage de l'ESR français.

Cela m'a conduit à mener une réflexion sur la façon de conduire une telle mission. Nous nous sommes attachés à construire cette organisation au sein d'Inrae en prenant des contacts dans la communauté scientifique. Même si les autres organisations, universités ou organismes, n'ont pas de direction dédiée, elles s'intéressent à cette interface et nous avons beaucoup de choses à mettre en commun.

Par ailleurs, nous avons vu dans la co-organisation de ce séminaire une opportunité de conduire une réflexion sur l'articulation des niveaux français et européen. En France, quand on parle du lien entre la science et les politiques publiques, cela intègre bien sûr le gouvernement et les politiques mais aussi, plus largement, l'ensemble des administrations et des acteurs qui portent des actions publiques.

## **AEF info : La France se singularise-t-elle au niveau européen sur ce lien entre décision publique et science ?**

**David Mair** : Ce qui est frappant c'est la richesse des institutions en France. Nous avons mené cette analyse pour sept États membres et la France est le premier "gros État membre" que nous analysons : on voit qu'il y a déjà un fort investissement dans le domaine.

**Patrick Flammarion** : Je note plutôt une convergence de nos réflexions avec celles d'autres acteurs européens : des questions de bonne prise en charge ou non de la science, de formation des acteurs publics à des questions de recherche... La réflexion engagée avec le JRC dans un périmètre européen permet d'établir de nombreux constats communs et d'identifier des pistes prometteuses pour améliorer l'interface entre science et politiques publiques.

**David Mair** : L'interface entre science et politiques publiques est en effet une question qui monte dans tous les États membres. Nous avons de plus en plus besoin de connaissances scientifiques et le Covid nous a montré qu'il ne s'agit pas seulement de répondre à des questions techniques mais qu'il faut traiter ensemble questions scientifiques et politiques. Il existe des débats scientifiques, des débats politiques sur ce qu'il faut faire et les relations entre les deux sont compliquées.

Il est difficile de comparer les États membres dans la mesure où leurs besoins aussi sont différents. Nous sommes toujours en phase exploratoire pour comprendre ce qu'est un bon écosystème des acteurs science/politiques publiques. Nous lançons un projet dans huit États

membres pour les aider à explorer en profondeur les points faibles et forts de leurs écosystèmes.

*" En France, une problématique revient souvent : celle des trajectoires des chercheurs, enseignants-chercheurs et universitaires, souvent dissociées de celles des cadres des politiques publiques."*

Patrick Flammarion.

### **AEF info : Quel enseignement majeur retirez-vous de cet atelier ?**

**Patrick Flammarion** : Les travaux ont mis en lumière la richesse et la complexité de l'écosystème français, que ce soit au niveau des ministères, des conseils scientifiques, des agences nationales, des organismes de recherche... Tous ces acteurs sont nécessaires car chacun d'entre eux apporte une compétence spécifique et contribue à des objectifs qui peuvent être différents et complémentaires, à des cultures ou des temporalités qui sont différentes.

Il faut continuer à avancer sur les échanges de bonnes pratiques. Au-delà des organisations, nous avons besoin de processus et de lieux d'échanges dans la durée entre communautés scientifiques et décideurs pour que le temps de la décision et celui de la recherche puissent se confronter, trouver des points d'équilibre. Il faut créer de nouveaux lieux d'échanges ou des processus communs.

L'action publique évolue, la société civile appelle à de nouvelles façons de conduire des actions publiques. Il faut continuer à être vivants, dynamiques et inventer de nouvelles façons de construire des interfaces - et ce n'est pas spécifique à la France.

**David Mair** : Nous n'avons pas un plan ou un modèle européen que nous essayons d'imposer, chaque État membre a sa propre culture politique et nous essayons de les aider à explorer ce qu'ils ont déjà et leurs options pour améliorer l'existant. Nous voulons éviter d'imposer un système homogène.

### **AEF info : Quelles seraient les actions prioritaires à mener pour renforcer cette interface ?**

**Patrick Flammarion** : En France, une problématique revient souvent : celle des trajectoires des chercheurs, enseignants-chercheurs et universitaires, souvent dissociées de celles des cadres des politiques publiques. En participant à des débats européens, je me suis rendu compte que cette

situation est partagée dans les autres pays alors que je pensais que c'était lié à notre modèle français.

Il semble nécessaire de stimuler des trajectoires professionnelles plus équilibrées entre le monde académique et les décideurs. Des parcours mixtes pourraient largement améliorer l'efficacité de cette interface, par exemple avec des formations à la recherche pour des fonctionnaires et des formations à l'action publique pour nos chercheurs ou universitaires. À Inrae nous développons des écoles destinées aux chercheurs sur quatre jours pour partager l'expérience acquise en matière d'expertise ou d'appui aux politiques publiques. Si ceci intéresse d'autres organismes, nous sommes prêts à le partager - le MESR va nous accompagner budgétairement pour les cinq prochaines années.

**AEF info : Quelle est la bonne échelle pour renforcer le lien entre la prise de décision et la science ?**

**Patrick Flammarion :** Au niveau français monte en puissance la question de l'importance de décloisonner agriculture/environnement/énergie/santé, en particulier à l'échelle du territoire où l'action publique et la recherche peuvent apporter des solutions aux acteurs. Il est possible de monter des projets de recherche participatifs à l'échelle des territoires : c'est un axe qui intéresse vraiment la communauté scientifique.

**AEF info : Certains chercheurs ont le sentiment de consacrer une part croissante de leur temps à l'expertise, parfois au détriment de leurs recherches. Sont-ils plus sollicités qu'avant ?**

**Patrick Flammarion :** Il existe une grande hétérogénéité du niveau d'implication des chercheurs. Certains y passent beaucoup de temps, d'autres pas. Cela pose plus une question d'équilibre que de sursollicitation. C'est une des missions dévolues à ma direction : cadrer les demandes pour qu'elles soient précises, financées, qu'il y ait une plus-value à ce que ce soit Inrae qui s'implique.

Par ailleurs, beaucoup de chercheurs constatent aussi que ces sollicitations leur apportent des ouvertures, une nouvelle façon de comprendre un problème, leur permettent d'identifier un partenariat, ou de poser de nouvelles questions de recherche. Nous avons constitué un groupe de travail au niveau français entre organismes de recherche et universités sur les questions de postures, modalités, formation, accompagnement des parcours et cette recherche de juste équilibre.

**AEF info : Comment cette contribution aux politiques publiques est-elle valorisée dans les carrières des chercheurs ?**

**Patrick Flammarion :** Il faut que ces activités soient prises en compte dans l'activité scientifique, au niveau individuel, collectif ou au niveau des institutions. C'est un point qui revient fréquemment. Claire Giry, DGRI, nous

a fait l'honneur de venir en introduction du webinaire et a rappelé combien ces activités font partie des missions de la recherche : c'est un signal très positif pour les participants.

Il est important que grâce au JRC la réflexion française puisse être articulée avec celles de nos homologues au niveau européen. Nous prévoyons prochainement des échanges avec le MESR, les organisations et les universités qui s'intéressent à ces questions.

### **AEF info : Comment est mené le travail d'articulation entre les échelons nationaux et européen ?**

**David Mair** : Nous rédigeons avec des collègues de la DG recherche un document de travail des services de la Commission pour saisir où en est l'Europe en ce domaine. Il existe de nombreuses initiatives, ces questions trouvent une résonance importante dans tous les États membres, comme en France. Nous verrons ce que les ministres vont proposer à partir de notre constat.

Nous avons eu connaissance d'initiatives intéressantes dans plusieurs États membres : par exemple, en Grèce, le Premier ministre adjoint a déclaré que systématiser la façon dont la science éclaire la politique serait au cœur de la réforme de l'exécutif. En Finlande, chaque année, le bureau du Premier ministre publie une liste de questions qui nécessitent des réponses de chercheurs.

Nous espérons que cela va déclencher un débat plus politique au sein du conseil des ministres européens. Le Covid a montré que les problèmes sont multidimensionnels avec des questions de mobilité, de santé publique, d'économie, qui nécessitent de mettre ensemble des chercheurs en biologie, en virologie, des chercheurs comportementaux etc.